

PIERRE-ALAIN MUET

Député PS de Lyon.

LA GRANDE RÉCESSION DES ANNÉES 2012-2014 : LES SOCIALISTES EUROPÉENS À L'ÉPREUVE DES ÉGOÏSMES NATIONAUX.

Huit ans après le déclenchement de la crise financière, alors que les Etats-Unis sont sortis depuis plusieurs années de la récession, l'Europe, au terme d'une longue récession dont le seul précédent est la déflation des années 1930, retrouve à peine le niveau de PIB par tête qui prévalait avant la crise de 2008.

Comment en est-on arrivé là ? Comment les rares partis sociaux-démocrates au pouvoir ont-ils pu conduire des politiques aussi en décalage avec leur histoire, au point, dans certains pays, de presque disparaître de l'échiquier politique ? Comment, surtout, alors que les principes de solidarité sont plus que jamais la vraie réponse à la crise, ont-ils été à ce point oubliés dans les politiques économiques des nations européennes ? En évoquant ces années de crise, je ne peux m'empêcher de penser à la vision prémonitoire de Jacques Delors, lors des échanges que nous avons réguliè-

ment autour de Martine Aubry, à l'occasion de la primaire socialiste, à l'automne 2011. Le monde sortait alors de la profonde récession de 2009 et la croissance semblait repartie dans tous les pays, à des taux relativement satisfaisants. « *Pierre-Alain*, me dit Jacques Delors, *vous devriez reprendre l'analyse que vous aviez faite du déficit de croissance en Europe dans le premier numéro de la Fondation Notre Europe, elle risque d'être à nouveau malheureusement d'actualité* ». Dans cette étude, publiée en avril 1997, j'expliquais que la persistance du chômage, en Europe, résultait de l'incapacité



des nations européennes à mettre en place des politiques coopératives pour sortir rapidement des phases de ralentissement économique, et j'en concluais que « *réaliser un grand marché sans avancer dans la construction politique de l'Europe, c'était faire de notre continent un bateau ivre* »¹.

Dans l'euphorie d'une campagne présidentielle, par nature centrée sur la politique nationale, la question européenne passa naturellement au second plan. On attendait que la reprise s'accélére... Il n'en fut rien. Les égoïsmes nationaux qu'une union monétaire régie par les seules règles de bonne gestion budgétaire n'a jamais pu endiguer, allaient conduire à la pire récession depuis la Seconde Guerre mondiale, touchant notamment le cœur de l'Union européenne : la zone euro.

L'EUROPE : DE LA CRISE FINANCIÈRE À LA DÉFLATION

Par son ampleur, ses racines et ses conséquences, la crise qui a éclaté en 2008 est comparable à celle de 1929. Elles sont l'une et l'autre l'aboutissement des deux grandes phases de mondialisation et de dérégulation financière qui les ont

précédées. Elles sont nées toutes les deux des dérives incontrôlées de la finance et d'une explosion des inégalités qui ont nourri une croissance artificielle, fondée sur des exigences de rentabilité incompatibles avec l'économie réelle. La pression constante sur les salaires, résultant de ces exigences de rentabilité, a profondément creusé les inégalités entre les revenus salariaux modestes qui stagnaient

Par son ampleur, ses racines et ses conséquences, la crise qui a éclaté en 2008 est comparable à celle de 1929. Elles sont l'une et l'autre l'aboutissement des deux grandes phases de mondialisation et de dérégulation financière qui les ont précédées.

et les revenus élevés qui explosaient, conduisant à une formidable accumulation de la richesse, au sein d'une petite minorité de la population. D'un côté, l'endettement des ménages modestes se substituait à la hausse des salaires pour maintenir la progression de la demande, alimentant une croissance artificielle fon-

1. "Déficit de croissance et chômage : le coût de la non coopération", *Etudes et recherches*, n° 1, avril 1997. Notre Europe (devenue Institut Jacques Delors).

dée sur l'endettement. De l'autre, la dérive des hautes rémunérations alimentait des prises de risque insensées, entretenues par la multiplication d'innovations financières, qui ont conduit à une envolée des prix des actifs jusqu'à ce que tout s'effondre, lorsque les anticipations des marchés se sont retournées.

Contrairement à la crise de 1929, les gouvernements ont su éteindre l'incendie financier et éviter des faillites bancaires par une injection massive de fonds publics, transférant les dettes des banques aux Etats. Ils ont su aussi prendre des mesures de relance dans tous les pays, en 2009, pour éviter l'effondrement massif de la demande. Mais, comme dans les années 1930, la crise née aux Etats-Unis a produit ses effets les plus désastreux en Europe. En laissant planer des doutes sur la solidarité qui les unissait, les dirigeants européens ont transformé le sauvetage de la Grèce en une crise généralisée de la zone euro. Impuissante pendant plusieurs années à prendre les mesures susceptibles d'enrayer les attaques spéculatives affectant certains de ses membres, corsetée dans des règles budgétaires et des principes de politique économique d'un autre âge, l'Europe s'est infligée une cure d'austé-

rité dont le principal impact aura été un effondrement massif de la production et de l'emploi et la plus longue récession

L'Europe s'est infligée une cure d'austérité dont le principal impact aura été un effondrement massif de la production et de l'emploi et la plus longue récession qu'elle ait connue depuis la Seconde Guerre mondiale.

qu'elle ait connue depuis la Seconde Guerre mondiale.

La réponse pertinente à la crise était une politique mettant en œuvre une véritable régulation financière à travers une séparation des activités bancaires, la réduction des inégalités par l'impôt et une action forte, nationale et européenne, en faveur de l'emploi et de l'investissement pour sortir de la récession. D'une certaine façon, c'étaient les axes de la politique que mit en œuvre Roosevelt, dans les années 1930, et dont la généralisation, après la Seconde Guerre mondiale, contribua à la longue période de stabilité financière et de prospérité de l'après-guerre. Mais, il fallait pour cela sortir du dogme néolibéral qui domine le conti-



ment européen et a abouti aux politiques absurdes d'austérité qui enfoncèrent l'Europe dans la dépression. Le discours du Bourget, avec ses accents rooseveltiens et les 60 propositions qui l'accompagnaient, était une réponse pertinente à la crise. Mais, faute de réussir à influencer les politiques européennes, la politique économique de la France finit par se fondre dans la pensée unique européenne, traduisant l'incapacité de notre continent à penser et plus encore à bâtir une politique macroéconomique pertinente à la bonne échelle : celle de l'Union monétaire.

ÉGOÏSME NATIONAUX, RÉCESSION ET DÉFLATION

Au sortir de la récession de 2009, tous les pays européens, ou presque, ont été confrontés à un creusement des déficits publics et une augmentation de la dette auxquels s'est ajouté un déficit de compétitivité chronique de la moitié des pays de la zone euro. En appliquant un cocktail de politique économique fait de coupes massives dans les dépenses publiques et de baisse de coût du travail, qui peut être efficace quand un pays est seul à le faire, mais conduit à des catastrophes quand tous le pratiquent,

l'Europe s'est enfoncée dans la récession et la déflation ; une réplique à 80 ans de distance des politiques déflationnistes des années 1930. Lorsqu'un pays est seul à pratiquer une réduction des dépenses publiques, l'effet récessif est en partie compensé par la croissance des partenaires, de sorte que les recettes fiscales ne se réduisent pas trop et que le résultat final est bien une baisse du déficit public. Mais, quand tout le monde le fait, tout particulièrement dans une situation où la croissance est limitée par la demande, l'effet dépressif est tellement élevé que les pertes de recettes compensent les coupes dans les dépenses et le déficit ne se réduit pas. Le seul résultat est d'accroître la récession. C'est la même chose du côté des coûts salariaux. Un pays peut effectivement redresser sa compétitivité en baissant ses coûts salariaux, mais il améliore sa situation en compliquant celle de ses partenaires. Si tout le monde fait la même chose en Europe, le résultat est nul sur la compétitivité intra-européenne ; il ne reste que la baisse généralisée des prix, c'est-à-dire la déflation ! Quant à l'effet sur la compétitivité de l'ensemble de l'Europe, il aurait pu être obtenu sans déflation - et l'a été, de fait, à partir de 2014 - par une dévaluation de l'euro.

Le résultat est que l'on rate les trois cibles que l'on se fixait : le chômage augmente, le déficit public ne se réduit pas, l'impact sur le déficit extérieur est très faible, et comme on n'a ni croissance ni inflation, la dette explose. La politique de Schroeder est parfois citée en exemple - étrange référence quand on sait dans quel état il a laissé la gauche allemande et le modèle social allemand ! Mais, lorsqu'il engagea des réformes de ce type pour redresser la compétitivité allemande, l'Europe était dans une phase de croissance et il se garda bien de réduire simultanément les déficits. Il laissa même, pour la première fois l'Allemagne, trois années de suite, avec un déficit excessif (2003-2005), que ses successeurs réduiront heureusement avant le déclenchement de la crise. Si l'Allemagne a moins souffert de la crise, c'est qu'ayant réduit ses déficits avant, elle n'a pas eu besoin d'appliquer des politiques d'austérité pour revenir dans les clous, après.

LA NÉGATION DES VALEURS FONDATRICES DE L'EUROPE

Il ne faut guère s'étonner que les peuples se détournent de l'Europe et que montent partout les nationalismes. Ce qui s'est passé ces dernières années sur notre continent est la négation même de

ce qu'a été la construction européenne. Les contraintes imposées à la Grèce par la Troïka ont été aussi absurdes que les réparations demandées à l'Allemagne, lors du Traité de Versailles. La leçon a été retenue par les Alliés après la Seconde Guerre mondiale : au lieu d'accabler le pays vaincu, ils lui ont tendu la main et

Les contraintes imposées à la Grèce par la Troïka ont été aussi absurdes que les réparations demandées à l'Allemagne, lors du Traité de Versailles.

c'est, au contraire, une Europe de la solidarité qui est sortie des décombres de la Seconde Guerre mondiale. Une solidarité qui est allée jusqu'à effacer 60 % de la dette allemande, lors de la conférence de Londres de février 1953, pour permettre à l'Allemagne de l'Ouest de se redresser. Comment accepter que l'Europe, qui a su tirer vers le haut pendant des décennies tous les pays qui l'ont rejointe, ait fait l'inverse au cours des trois dernières années. Quand l'Espagne et le Portugal sont entrés dans l'Union européenne, beaucoup craignaient que la concurrence salariale tire les salaires des pays les plus développés vers le bas ou engendre de



fortes délocalisations. Cela se serait sans doute produit si l'Europe n'avait été qu'un grand marché. Mais, il existait heureusement des mécanismes de solidarité comme les fonds structurels qui ont favorisé l'investissement et la modernisation des nouveaux entrants, de sorte que la convergence s'est faite vers le haut. La caractéristique des politiques d'austérité budgétaire ou de compétitivité par la baisse du coût salarial est

On pouvait penser qu'après les déflations des années 1930, l'Europe serait définitivement guérie des politiques non coopératives. Mais, l'aveuglement de la pensée unique qui a dominé l'Europe dans la dernière décennie s'est avéré malheureusement sans limite.

d'être non coopératives, au sens où elles n'améliorent la situation d'un pays qu'en détériorant celle des autres. Alors que c'est l'inverse pour les politiques de relance de la demande ou de stimulation de l'offre par l'innovation qui profitent également au partenaire, en diffusant la hausse de demande ou l'innovation. Là où les politiques coopératives génè-

rent un ajustement vers le haut, les politiques non coopératives engendrent un ajustement vers le bas. On pouvait penser qu'après les déflations des années 1930, l'Europe serait définitivement guérie des politiques non coopératives. Mais, l'aveuglement de la pensée unique qui a dominé l'Europe dans la dernière décennie s'est avéré malheureusement sans limite. Et surtout, en l'absence d'un pouvoir fédéral digne de ce nom, ce que ne fut jamais la commission Barroso, les égoïsmes nationaux l'emportent toujours sur la solidarité.

UNE PERSPECTIVE PLUS FAVORABLE

Quand des nations sont incapables de prendre en main leur destin commun, c'est la conjonction favorable des astres qui permet parfois de sortir d'une récession. C'est ce qui s'est heureusement produit avec la baisse des prix du pétrole qui a desserré les contraintes sur les politiques budgétaires et permis des politiques globalement neutre, en 2015, à l'échelle de l'Union. A cela, se sont ajoutés la politique intelligente d'assouplissement quantitatif de la BCE, la dépréciation de l'euro et le plan d'investissement de la nouvelle Commission,

qui, même s'il reste modeste au regard des besoins d'investissement et de croissance, traduit un changement plus favorable dans l'orientation des politiques européennes. Si nous voulons éviter qu'un ajustement vers le bas se reproduise, il faut proscrire des politiques non coopératives, en privilégiant des politiques de compétitivité par l'innovation qui bénéficient à tous ; mettre en place des salaires minima différenciés par pays pour lier le progrès social et les gains de productivité et développer les mécanismes de solidarité qui font cruellement défaut à l'union monétaire. Il faut, enfin, que l'Europe redevienne un espace de solidarité, et non un grand marché mettant les Etats en concurrence les uns contre les autres.

Cela est d'autant plus nécessaire que l'Europe à 28 est constituée, majoritairement, aujourd'hui, de petits pays pour lesquels des stratégies non coopératives, au sein d'un grand marché, sont plus efficaces que la participation à des projets coopératifs. Il ne suffit pas de s'accorder au sein du PSE sur un diagnostic pertinent pour que celui-ci ait des chances d'aboutir. Depuis 2012,

le diagnostic annuel des trois instituts (OFCE, IMK, ECLM)² a régulièrement alimenté les réflexions des réunions du PSE et du groupe des socialistes et démocrates du Parlement européen consacrées à la politique économique. Il montrait, dès 2012, le risque de récession qui s'amorçait dans l'Union en raison de la généralisation des politiques d'austérité, puis, soulignait, dans

Surtout, ne nous trompons pas d'époque. La modernité du socialisme, ce n'est pas le social-libéralisme. Ce n'est pas d'adapter notre idéal de solidarité à une mondialisation libérale qui a échoué.

les années suivantes, le risque déflationniste auquel était confrontée la zone euro. Cela n'a guère influencé les politiques économiques nationales, y compris dans les Etats de l'Union où les partis membres du PSE étaient au pouvoir. La véritable réponse passe par un changement institutionnel qui donnerait vraiment sa place à une politique économique digne de ce nom, à l'échelle où

2. (IAGS) publiée chaque année par l'OFCE, l'institut IMK de la fondation Hans Boeckler et l'institut ECLM (Economic Council of the Labour Movement).



elle est vraiment efficace, celle de l'Union monétaire.

Mais surtout, ne nous trompons pas d'époque. La modernité du socialisme, ce n'est pas le social-libéralisme. Ce n'est pas d'adapter notre idéal de solidarité à une mondialisation libérale qui a échoué. Car, ce sont les inégalités qui ont engendré les

dérives financières qui ont conduit à la crise financière, et ce sont les égoïsmes nationaux qui ont conduit à la crise de la zone Euro. Alors, n'ayons pas peur de ce que nous sommes. Car, le principe de solidarité que nous, socialistes et sociaux-démocrates, portons depuis toujours est la seule et vraie réponse à la crise.